

Mr. Shulman: Why did you not charge them all?

Hon. Mr. Simonett: Well that is my business, I believe.⁵¹

Repeated questioning from Mr. Singer, M.P.P. Downsview, as to who made the various representations and who accepted them led the Minister to reply:

Now, I am not saying that when we start to enforce the regulation on some of the larger, more profitable industries, that they will move. I do not believe this, but we can drive out industry before they get here, if we get too rigid... I do not think that there is anyone in Ontario who wants pollution. Also I do not think that anyone in Ontario wants to drive a large industry to another province. I think that we are trying to do what is right with both the people and the industry that is here and trying to locate.⁵²

Mr. Sopha finally brought the debate to a head when he stated what, perhaps, everyone had already been thinking.

When asked to disclose what went on between the Ontario-Minnesota Paper Company and the Minister, he arrogantly refuses to disclose this. So the only conclusion that one can come to is that there were sinister influences at work. The public in reading this have got to come to that conclusion that this Minister has been beholden, in a very improper way, to a pressure group from outside, and he has bowed to influence. I am putting it that way in virtue of your silence...

In the light of your refusal I am suggesting here that the Premier of this province, as your senior and the man who appointed you, has a duty to make an inquiry into how you perform your office.⁵³

There was no inquiry; the debate ended the next day. When the matter quieted down in the press, George Kerr was appointed Minister of Energy and Resources and Simonett was moved to Public Works. The case appears to be very likely one of influence peddling. It would appear that, at least in the past, economic factors were considered to be more important than the health of the people of the province.

Conclusions

In summary there are several points which must be stressed. Firstly, the O.W.R.C. has the power to clean up much of the pollution problem through exercising its powers as set out in the O.W.R.C. Act. However, the Commission does not exercise these powers for several reasons; namely social, political and economic considerations. Therefore, what is required is more federal activity in the area of water pollution control. While the federal government is subject to the same forces as a provincial government, it has the where-with-all to better cope with them and consequently be more effective in the battle against water pollution.

Provincial Cooperation⁵⁴

What, then, are the possibilities for provincial co-operation in dealing with some of the constitutional problems we have discussed. Professor Gibson feels, and we agree, that provincial action alone would not be satisfactory

M. Shulman: Pourquoi ne les jugez-vous pas toutes?

Honorable Simonett: Ça c'est mon affaire, je crois.⁵¹

Le député de Downsview, M. Singer, a repris la question, quant à savoir à qui les diverses représentations ont été faites et qui les a acceptées. Le ministre a répondu:

En ce moment, je ne dis pas que quand nous nous mettons à appliquer la loi envers les plus grandes, les plus profitables des industries, qu'elles vont partir. Je ne le crois pas, mais nous pourrions repousser l'industrie avant qu'elle ne s'installe, si nous sommes trop rigides... Je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un en Ontario qui désire la pollution. Et je ne crois pas non plus que quelqu'un en Ontario désire déplacer une grande industrie dans une autre province. Je pense que ce que nous essayons de faire est ce qui est bon aussi bien pour les gens que pour l'industrie qui trouve ou qui essaie de s'y installer.⁵²

M. Sopha a finalement porté le débat à son point culminant quand il a déclaré ce que, peut-être, chacun avait toujours pensé.

Quand on lui a demandé de révéler ce qui s'est pas entre l'Ontario-Minnesota et le ministre, il a refusé d'une manière arrogante de le faire. C'est pourquoi la seule conclusion qui puisse en être tirée est qu'il y avait des influences cachées qui ont agit. Le public en lisant cela en est venu à la conclusion que le ministre a été sujet, d'une manière inqualifiable, à des pressions d'un groupe de l'extérieur, et qu'il s'est incliné à cette influence. Je le tel que étant donné votre silence...

A la lumière de votre refus je propose que le premier ministre de la province, votre chef et celui qui vous a nommé, se fasse le devoir de faire une enquête sur la manière dont vous vous êtes acquitté de vos fonctions.⁵³

Il n'y a pas eu d'enquête, le débat s'est terminé le jour suivant. Quand la presse s'est calmée, George Kerr fut nommé ministre de l'énergie et des ressources et Simonett a été affecté aux travaux publics. Le cas paraît avoir été très probablement soumis à une influence. Il semblerait que, au moins dans le passé, les facteurs économiques étaient considérés être plus importants que la santé de la population de la province.

Conclusions

En résumé, il y a plusieurs points qui doivent être soulevés. D'abord, la C.R.E.O. a le pouvoir de combattre la plupart des problèmes de pollution en exerçant ses pouvoirs tels que stipulés dans la loi de la C.R.E.O. Cependant, la commission n'exerce pas ses pouvoirs pour plusieurs raisons, à savoir, sociales, politiques et des considérations économiques. C'est pourquoi, ce qu'il faudrait c'est une activité accrue du fédéral dans le domaine du contrôle de la pollution des eaux. Bien que le gouvernement fédéral soit sujet aux mêmes forces que le gouvernement provincial, il est celui qui est le mieux placé pour les combattre et donc être plus efficace dans le combat contre la pollution des eaux.

Coopération provinciale.⁵⁴

Quelles sont, alors, les possibilités de coopération provinciale en ce qui concerne certains problèmes constitutionnels que nous avons discutés. Le professeur Gibson pense, et nous sommes d'accord, que l'action provinciale seule